



LE FOYER DE LA BASSE-BRUCHE



Amélioration thermique de l'habitat d'un immeuble collectif de 24 logements

2 rue des Etangs
Residence les Peupliers
67120 MOLSHEIM



MAITRE D'OUVRAGE
LE FOYER DE LA BASSE BRUCHE
9 rue de la Boucherie
67120 MOLSHEIM
Tél : 03 88 38 51 31
Mél : accueil@foyerbassebruche.fr

AMELIORATION THERMIQUE PRESCRIPTIONS GENERALES

Règlement de la Consultation

Dossier	25-AT.02
Date	13/06/2025
Phase	MOE
Indice	

1 PROCEDURE DE PASSATION

Marché à procédure adaptée, passé en application des dispositions du code de la commande publique applicable au 1er Avril 2019.

2 OBJET DU MARCHÉ

La consultation a pour objet :

Amélioration thermique de l'habitat d'un immeuble collectif de 24 logements

Réalisation de l'isolation thermique extérieure, réfection de système d'étanchéité isolée, remplacement des fenêtres et portes, changement partiel de vecteurs,
Les travaux seront réalisés sur un immeuble résidentiel occupé.

3 CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

3.1 FORME DU MARCHÉ

La présente consultation vise à l'attribution d'un marché de maîtrise d'œuvre, passé en procédure adaptée restreinte avec remise de prestations, en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° et R. 2172-5 du code de la commande publique (CCP).

La mission de maîtrise d'œuvre, dont le contenu est précisé dans le CCTP, est composée :

1. de la mission de base, dont le contenu est défini aux articles R. 2431-4 et R. 2431-5 du CCP, incluant les études d'exécution intégrales

2. Les éléments de mission de maîtrise d'œuvre complémentaires :

- OPC

- Montage des dossiers de demande de subventions (Climaxion, CEE, aide à la pierre, ...)

3.2 CARACTERISTIQUE PRINCIPALE DE L'OPERATION

L'opération porte sur une **réhabilitation thermique d'un immeuble résidentiel de personnes âgées autonomes**.

Le détail du programme et des missions est donné dans les pièces du marché, fournies avec le dossier de consultation.

3.3 DUREE ET DELAI D'EXECUTION DU MARCHÉ

Le démarrage de la mission du maître d'œuvre est prévu pour le 4eme trimestre 2025

La livraison des ouvrages, objet de l'opération de travaux, est souhaitée entre le 4eme trimestre 2026 et le 2eme trimestre 2027

La durée globale prévisionnelle d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre, incluant les éléments de mission réalisés pendant l'année de parfait achèvement et d'éventuelles missions complémentaires postérieures est estimée à 18 mois

3.4 LIEU D'EXECUTION DU MARCHÉ

Immeubles d'Habitations de type résidentiel au :

2 rue des Étangs à MOLSHEIM
Résidence Les Peupliers

Emargement
Maître d'ouvrage

Emargement
Entreprise

3.5 VISITE DU SITE

Une visite de site est obligatoire et débutera à l'adresse indiquée ci-dessus :

Le Vendredi 20 Juin 2025 à 10h00

L'attestation de visite sur site, obligatoire, vous sera transmise sur place.

La maîtrise d'ouvrage rappelle que le document doit absolument être joint à la candidature.

La non présentation de l'attestation vaut rejet de la candidature

3.6 DATE DE RENDU DE L'OFFRE

jeudi 10 Juillet 2025, à 12h00

4 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

Cette consultation s'adresse aux candidats remplissant les conditions de participations définies ci-dessous, en termes d'organisation, de capacités juridique, technique, professionnelle, économique et financière.

Conformément à l'article R. 2142-25 du CCP, en cas de candidature présentée sous la forme d'un groupement, l'appréciation des capacités est globale.

4.1 FORME JURIDIQUE DU CANDIDAT

Les candidats peuvent répondre à la consultation à titre individuel ou sous la forme d'un groupement momentané d'entreprises.

4.2 CONDITIONS PROPRES AUX CANDIDATURES SOUS FORME DE GROUPEMENT

La sous-traitance totale de l'exécution du marché est interdite.

L'entreprise titulaire ne pourra pas sous-traiter plus de 1/3 de son marché.

Le candidat doit préciser les tâches qu'il prévoit de sous-traiter dans le respect des dispositions du CCAP. Dans cette hypothèse, le candidat doit compléter et communiquer l'annexe du CCAP « déclaration de sous-traitance (DC4) ». Avec le mention négative au paiement direct. Le Foyer de la Basse Bruche ne réglera pas directement le titulaire de la sous-traitance.

4.2.1 FORME DE GROUPEMENT

La forme de groupement souhaitée par la maîtrise d'ouvrage est un groupement solidaire

La maîtrise d'ouvrage souhaite n'être en relation qu'avec le mandataire du groupement, pour faciliter la transmission des informations, durant toute la période des missions.

La maîtrise d'ouvrage souhaite régler les factures du groupement qu'à travers la présentations des honoraires du co-traitant mandataire, qui fera la répartition, selon son tableau de répartition des honoraire des co-traitants, joint à son offre.

4.2.2 EXIGENCES QUANT AU MANDATAIRE

En application de l'article R. 2142-4 du CCP, un opérateur économique ne peut être mandataire que d'un seul groupement.

En cas de candidature d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire

La maîtrise d'ouvrage souhaite que le mandataire ait les capacités requises à répondre aux missions de maîtrise d'oeuvre relative à ce qui est décrit dans le CCTP.

Emargement
Maitre d'ouvrage

Emargement
Entreprise

4.2.3 CADIDATURES MULTIPLES

En application de l'article R. 2142-21 du CCP, un membre d'un groupement, autre que le mandataire, est autorisé à figurer dans plusieurs groupements.

4.2.4 RECOURS A LA SOUS-TRAITANCE

En application de l'article R. 2142-3 du CCP, pour justifier de sa capacité et remplir les conditions de participation, le candidat peut recourir à la sous-traitance ou avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui les unissent.

En application de l'article 37 du code de déontologie des architectes, il est toutefois rappelé aux candidats, que l'architecte ne peut ni prendre ni donner en sous-traitance la mission d'établissement du projet architectural faisant l'objet de la demande de permis de construire, définie à l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977.

4.3 CAPACITES JURIDIQUES, ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Les candidats ne peuvent entrer en aucun des cas d'exclusions prévus aux articles L. 2141-1 à L2141-5 ou L. 2141-7 à L. 2141-10 du CCP.

Lorsque le candidat est en situation de redressement judiciaire, il est dans l'obligation de préciser à quel stade en est la procédure.

Le candidat doit présenter des garanties économiques et financières suffisantes en rapport aux prestations confiées dans le cadre du marché de maîtrise d'œuvre consécutif objet de la consultation.

Les opérateurs économiques nouvellement créés doivent apporter la preuve de leurs capacités financières par tout moyen de preuve approprié, notamment par une déclaration appropriée de banques.

4.4 CAPACITES TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES

En application de l'article 3 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et les textes modificatifs, la participation est réservée aux candidats qui présentent, soit à titre individuel, soit à travers un cotraitant du groupement, un architecte ou une société d'architecture répondant aux conditions définies par l'article 2 ou à l'article 10-1 de la loi du 3 janvier 1977 précitée.

4.4.1 COMPETENCES EXIGEEES

Le candidat réunira impérativement les compétences suivantes :

- Compétence d'architecture
- Compétence de thermicien
- Compétence d'économiste de la construction
- Compétence de coordinateur de travaux

étant précisé en cas de groupement que l'un des membres peut réunir plusieurs compétences.

Conformément à l'article R. 2142-12 du CCP, le maître d'ouvrage exige des candidats qu'ils disposent d'une assurance permettant de couvrir les risques liés à l'exercice de la maîtrise d'œuvre et présentant un niveau de garanties approprié et suffisant pour la mission de maîtrise d'œuvre objet du marché.

4.4.2 MOYENS TECHNIQUES ET HUMAINS

Le candidat devra présenter des moyens techniques et humains adaptés :

- présentation de moyens techniques, notamment numériques (matériels et logiciels), adaptés à la nature de la mission de maîtrise d'œuvre
- présentation de moyens humains en nombre et niveau suffisants au vu de l'importance et des exigences de la mission de maîtrise d'œuvre

Emargement
Maître d'ouvrage

Emargement
Entreprise

4.4.3 REFERENCES ET EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Le candidat doit présenter des garanties relatives à l'expérience professionnelle, en rapport avec les prestations confiées dans le cadre du marché de maîtrise d'œuvre objet de la consultation.

Afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, pour l'appréciation de l'expérience professionnelle, les candidats peuvent faire valoir des références de trois ans, ainsi que des projets en cours de réalisation.

Les opérateurs nouvellement créés peuvent indiquer les expériences acquises antérieurement, sous réserve d'une présentation explicite et sans équivoque sur les entités contractantes et l'étendue de leur intervention sur les projets présentés.

5 LANGUE ET RÉDACTION DES OFFRES

L'offre et toutes les pièces qui s'y rapportent doivent être rédigées en langue française.

Tous les chiffrages doivent être exprimés en monnaie euro et en HT.

6 DOSSIER DE CONSULTATION

6.1 MODALITES D'OBTENTION DU DCE

Le candidat peut consulter et retirer le dossier sur le portail dématérialisé :

<https://portail.alsacemarchespublics.eu>

avec la mention:

Amélioration thermique de l'habitat d'un immeuble collectif de 24 logements

Le candidat remettant son offre est supposé connaître parfaitement l'ensemble des pièces mises à sa disposition et avoir posé toutes les questions nécessaires préalablement à son engagement.

6.2 COMPOSITION DU DOSSIER A RETIRER PAR LE CANDIDAT

1. Le présent règlement de consultation, **RC**
2. Le **CCAP** (cahier des clauses administratives particulières) et son annexe (modèle de déclaration de sous-traitance)
3. Le **CCTP** (cahier des clauses techniques particulières),
4. L'attestation de visite sur site (ce document est transmis en main propre lors de la visite du site)
5. Le Tableau de répartition des Honoraires entre membre de l'équipe de maîtrise d'oeuvre
6. Le Rapport d'audit thermique
7. Le DPE

6.3 MODIFICATIONS DE DETAIL AU DCE

Le Foyer de la Basse Bruche se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au DCE. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever une quelconque réclamation à ce sujet.

Des précisions ou adaptations pourront être demandées au soumissionnaire lors de l'analyse des offres, et intégrées au marché le cas échéant, sans que celles-ci ne modifient de manière substantielle le marché.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, le délai de validité des offres est reporté d'autant.

6.4 PROPRIETE INTELLECTUELLE DES PROJETS

Les propositions techniques présentées par les candidats demeurent leur propriété intellectuelle pour ce qui concerne leurs procédés.

Emargement
Maitre d'ouvrage

Emargement
Entreprise

6.5 ENGAGEMENT DE PERFORMANCE

Il doit être répondu aux performances demandées par les spécifications du programme. A cet effet, il est précisé qu'il sera demandé aux candidats susceptibles d'être retenues définitivement, durant la phase d'analyse des offres, toutes notes de calculs, carnets de détails, etc... permettant de justifier le respect des performances.

7 MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

7.1 CONTENU DE LA CANDIDATURE

Éléments relatifs à la candidature

Les renseignements relatifs à la candidature doivent en principe comporter, pour chaque candidat, les pièces originales listées ci-après, signées par une personne dûment habilitée, et sans griffe ni rature.

Si le candidat est objectivement dans l'impossibilité de fournir les renseignements ou les pièces listés ci-avant, il peut prouver sa capacité et ses ressources par tout moyen considéré comme approprié et probant au Foyer de la Basse Bruche.

Par ailleurs, il appartiendra aux candidats souhaitant se prévaloir des capacités professionnelles, techniques et financières de sous-traitants de demander à ces derniers de produire l'ensemble des documents exigés par le Foyer de la Basse Bruche, ainsi qu'un engagement écrit de leur part indiquant qu'ils mettront leurs capacités à disposition du candidat pour l'exécution du marché.

Emargement
Maitre d'ouvrage

Emargement
Entreprise

7.1.1 Éléments communs relatifs à la candidature

Le candidat individuel fournit l'ensemble de ces documents. Lorsque le candidat se présente en groupement, ces documents sont fournis pour l'ensemble du groupement :

1. RC - CCAP - les prescriptions communes du CCTP :

- Les présents documents signés

2. DC1 ou format libre :

- Candidature justifiant des pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat
- Déclaration sur l'honneur, datée, attestant :
 - Que le candidat ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner au sens de l'article 45 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
 - Que les conditions d'emploi de ses salariés sont régulières (au sens des articles L 1221-10, L 1221-13, L 1221-15, L 3243-1, L 3243-2, L 3243-4, R 3243-1, R 3243-2, R 3243-3, R 3243-4, R 3243-5, D 8254-2, D 8254-4 et D 8254-5 du code de travail ou DC1

3. MEMOIRE TECHNIQUE

3.1 Un tableau synthétique justifiant des compétences, moyens et expériences exigés du candidat individuel ou de chacun des membres du groupement.

3.2 Pour les mandataires du groupement

- Les moyens techniques et les moyens matériels pouvant être déployés pour le programme
- Une présentation de l'équipe dédiée au programme
- Les notes méthodologiques et les dispositifs permettant d'avoir un suivi des interventions **en site occupé**

3.3 Pour les architectes ou maître d'oeuvre, un document de présentation des 3 références significatives se rapprochant le plus du contenu du programme, indiquant :

- Le lieu de réalisation,
- La maître d'ouvrage,
- Le montant des travaux HT,
- Les missions réalisées,
- L'identité du mandataire et la forme du groupement

4. Le tableau de Répartition des Offres d'honoraires

5. Le cas échéant, la déclaration de sous-traitance, (DC4)

7.1.2 Éléments individuels relatifs à la candidature

Pour le candidat individuel, ou pour chaque membre en cas de groupement, et pour chaque sous-traitant éventuel :

6. Un document libre de présentation de chaque opérateur économique pouvant comporter les informations suivantes :

- une présentation générale du mandataire;
- la description des moyens humains généraux (description, organigramme, ...);
- la description des moyens matériels et des méthodes ;
- une liste générale de références reflétant l'expérience de l'opérateur économique

Cette première partie du document ne devra pas excéder 5 pages pour les contenus qui précèdent ;

- En sus, le candidat pourra compléter le document de présentation par tout moyen de preuves de compétences et qualifications notamment par des CV, certificats de qualification professionnelle, attestations de capacité délivrées par des acheteurs publics et privés, ou attestations de formation.

7. DC2 :

- Le statut du candidat individuel ou de chaque membre du groupement ;
- Ses (ou leurs) capacités économiques, financières, professionnelles et techniques du candidat.

8. Les déclarations sur l'honneur que le candidat ou les membres du groupement n'entrent dans aucun des cas d'exclusions prévus aux articles L. 2141-1 à L2141-5 ou L. 2141-7 à L. 2141-10 du CCP

Emargement
Maitre d'ouvrage

Emargement
Entreprise

9. Pour les architectes uniquement, la copie de l'attestation d'inscription à un tableau régional de l'ordre des architectes du candidat individuel ou membre du groupement concerné, ou pour les architectes étrangers la preuve d'une autorisation d'exercice dans leur pays d'origine

10. La copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire, en application de l'article R. 2143-9 du CCP

11. Preuve d'une assurance pour les risques professionnels ou une déclaration appropriée de banques

12. Une attestation d'assurance, en cours de validité et émanant d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, garantissant les conséquences pécuniaires de la **responsabilité civile** du candidat, du fait ou à l'occasion des travaux, précisant le domaine d'activité couvert, et le ou les plafonds de garantie.

NOTA : IMPORTANCE DE L'ORDRE DES PIECES PRESENTEES :

Il y a **12** chapitres à transmettre. **Toutes ces pièces composent l'offre** et se doivent d'être **remise dans l'ordre indiqué** ci-dessus. La candidature se doit d'être claire et lisible pour faciliter les analyses et les notations de cette dernière, sous peine de se voir retirer des points pour défaut de lisibilité et de compréhension de l'offre. Chaque document est original daté, signé et revêtu du cachet du candidat.

Le mémoire technique regroupant :

- Le justificatif des expériences exigées
- Les moyens humains et matériel induits au programme
- Les expériences professionnels de chacun

Ne devra pas excéder les 20 pages au-delà elles ne seront pas analysées

7.2 MODALITES DE TRANSMISSION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES DEMATERIALISEES

7.2.1 Candidatures dématérialisées

Le dossier de consultation des entreprises peut être obtenu aisément en le téléchargeant, après identification sur le portail internet ci-après : <https://portail.alsacemarchespublics.eu>

Pour ceci, les candidats doivent impérativement s'inscrire sur la plate-forme de dématérialisation à laquelle est relié le pouvoir adjudicateur accessible à l'adresse suivante : <https://portail.alsacemarchespublics.eu>

Sur ce site, ils doivent indiquer leurs coordonnées, leur adresse électronique et le nom d'un correspondant. Ils pourront ainsi bénéficier de toutes les informations complémentaires qui seront éventuellement diffusées au cours de la consultation.

Pour tout renseignement vous pouvez vous adresser à :

MOSSER Thomas
Chargé d'opérations
t.mosser@foyerbassebruche.fr

8 EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

8.1 EXAMEN DES CANDIDATURES

Le Foyer de la Basse Bruche se réserve la possibilité de demander aux candidats de produire ou compléter les pièces manquantes ou incomplètes de leur dossier de candidature, conformément à l'article R2144-2 de la commande publique. Chaque candidat disposera d'un délai identique pour compléter sa candidature. À défaut de produire les éléments, la candidature déposée sera retenue. Considérée comme incomplète, elle sera rejetée et l'offre ne sera pas analysée.

Emargement
Maitre d'ouvrage

Emargement
Entreprise

Les capacités professionnelles, techniques et financières des candidats sont examinées au regard des éléments exigés à l'article 7.1 – « Contenu de la candidature ».

Conformément à l'article R2144-7 de la Commande Publique, le Foyer de la Basse Bruche peut exclure de la procédure de passation un candidat .

Pour tout candidat qui serait concerné par les exclusions visées à l'alinéa ci-dessus, la candidature doit être complétée par un courrier (maximum 2 pages) détaillant les mesures correctrices mises en place pour supprimer les problématiques rencontrées. A défaut de fournir ces éléments au moment de la candidature ou sur demande du Foyer de la Basse Bruche lors de l'analyse ou en cas de réponse non satisfaisante, la candidature pourra être écartée.

Lors du dépôt des candidatures, tout candidat doit informer le Foyer de la Basse Bruche de ses liens juridiques et financiers existant avec d'autres candidats. Il doit notamment préciser :

- S'il est filiale d'une des autres sociétés candidates au sens de l'article L233-1 du code de commerce ou,
- S'il est contrôlé par une autre société candidate au sens de l'article L233-3 du même code ou,
- Si avec d'autres sociétés candidates sans liens juridiques ou financiers entre elles (« sociétés sœurs ») ils constituent des filiales d'une même société ou sont sous son contrôle (articles L233-1 et L233-3).

8.2 AGREMENT DES CANDIDATS

L'agrément des candidats sera effectué sur la base des éléments suivants :

- Conformité des pièces administratives demandées ;
- Garanties professionnelles, techniques et financières appréciées en fonction de l'examen des données financières ; des qualifications et des références d'opérations similaires.

Comme il a été préalablement indiqué, et ce, afin de répondre aux qualifications demandées, le candidat pourra se présenter. Les candidats admis en phase offre ont été sélectionnés au regard des éléments transmis tels que demandés à l'avis d'appel à concurrence.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques (tel que des sous-traitants), quelle que soit la nature juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il doit justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et du fait qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

8.3 ANALYSE ET JUGEMENT DES OFFRES

La commission d'appel d'offres donne délégation à Mme Martine ZERRINGER qui examinera les offres et engagera des négociations avec le ou les candidats ayant présenté les offres les plus intéressantes.

Elle choisira l'offre qu'elle jugera économiquement la plus avantageuse, en tenant compte des critères et des pondérations suivants :

1 / Prix : Pondération de 40 points :

Le prix correspondra à 40 % de la note globale.

La note la plus basse aura un 40/40

La note des autres offres (N) se calcule selon le modèle suivant :

$$N = (\text{Prix le plus bas} / \text{Prix}) \times 40$$

2 / valeur mémoire technique : Pondération de 60 points :

Le prix correspondra à 60 % de la note globale

Elle sera répartie en 5 catégories :

2.1 / Moyen matériel et humain : 12 points

Les moyens matériels et humains de l'entreprise de manière générale : 6 Points

- Composition de l'entreprise : 2 Points
- Organigramme : 2 Points
- Moyen administratif : 2 Points

Les moyens matériels et humains propres au programme : 6 points

- Moyen matériel (Logiciels, véhicules, moyen de reproduction, etc) : 3 points
- Composition de l'équipe affectée à la mission OPC : organigramme de l'équipe et qualifications : 3 points

Emargement
Maitre d'ouvrage

Emargement
Entreprise

2.2 / Compétences exigées : 15 points

Selon l'article 4.4.1 du présent document

- l'évaluation sera répartie de la manière suivante

- Très satisfaisant : 15 Points
- Satisfaisant : 10 Points
- Insatisfaisant : 5 Points
- Pas de réponse : 0 Point

2.3 / Références similaires dans le cadre de site occupé dans logements collectifs: 20 Points

Selon l'article 4.4 du présent document

- Très satisfaisant : 13 Points
- Satisfaisant : 6 Points
- Insatisfaisant : 3 Points
- Pas de réponse : 0 Point

2.4 / Méthode d'intervention en site occupé : 8 Points

Développement des étapes pour réaliser les travaux en site occupé

- Très satisfaisant : 15 Points
- Satisfaisant : 10 Points
- Insatisfaisant : 5 Points
- Pas de réponse : 0 Point

2.5/ Soins et lisibilité de l'offre : 5 Points

- Très satisfaisant : 5 Points
- Satisfaisant : 3 Points
- Insatisfaisant : 1 Point
- Pas de réponse : 0 Point

Le dossier de candidature devra être conforme à l'article 7.1 du présent document

L'offre du candidat doit porter sur la totalité des prestations concourant à la réalisation du lot décrit dans le DCE.

Si le Foyer de la Basse Bruche décide de ne pas partir en négociation, les offres présentées sont fermes et définitives. Le Foyer de la Basse Bruche se réserve la possibilité de demander au candidat de préciser certains éléments de son offre, sans modification de l'Acte d'Engagement (sauf erreur matérielle). A cet effet, le candidat doit préciser les coordonnées d'un correspondant en mesure de fournir les précisions attendues.

Les offres qui ne respectent pas les exigences formulées dans les documents de la consultation (notamment parce qu'elles sont incomplètes ou méconnaissent la législation applicable) seront déclarées irrégulières. Ce sera notamment le cas en l'absence de réponse à l'un des trois critères de la valeur technique.

Le Foyer de la Basse Bruche se réserve la possibilité de demander aux candidats de régulariser leur offre lorsque celle-ci est « irrégulière ». Toutefois, ces demandes de régularisation ne doivent pas modifier les caractéristiques substantielles des offres et ne peuvent porter sur des offres détectées comme anormalement basses. Dans ce cas, la négociation n'est pas autorisée.

Le Foyer de la Basse Bruche peut décider d'éliminer une offre en la déclarant « inacceptable », si son financement ne peut être réalisé par les crédits budgétaires alloués au marché.

8.4 CAS DES OFFRES ANORMALEMENT BASSES

Conformément aux dispositions des articles L2152-5 & 6 et des articles R2152-3, 4 & 5, du code de la commande publique, une attention particulière sera apportée à la détection des offres anormalement basses. En cas de détection, le Foyer de la Basse Bruche demandera au candidat de fournir toutes justifications qu'elle jugera utiles. Après avoir vérifié les justifications fournies, le Foyer de la Basse Bruche pourra rejeter les offres pour lesquelles les explications fournies ne lui paraissent pas suffisantes. La décision, motivée, sera alors notifiée aux candidats ainsi écartés.

8.5 NEGOCIATION EVENTUELLE

Les modalités d'organisation de la négociation seront précisées par courriel ou courrier aux candidats. L'Acheteur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats les mieux placés au regard du classement des offres reçues, dans la limite de 3 candidats ou avec l'ensemble des candidats ayant présenté des offres conformes et non conformes (irrégulières ou financièrement inacceptables). Le Foyer de la Basse Bruche peut toutefois attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation préalable.

Emargement
Maitre d'ouvrage

Emargement
Entreprise

9 AUTRES INTERVENANTS

- Bureau de contrôle : non défini à ce jour
- Bureau SPS non défini à ce jour
- Diagnostiqueur DPE: **ADX**
- Contrôle étanchéité à l'air: non défini à ce jour

10 RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour toute question relative à la consultation, le candidat peut s'adresser directement sur la plate-forme dématérialisée :

<https://portail.alsacemarchespublics.eu>

Les questions doivent être réceptionnées au plus tard 15 jours avant la date de remise des offres.

Les précisions apportées seront communiquées par écrit à tous les candidats, au plus tard 10 jours avant la date de remise des offres.

Il est rappelé que les candidats ayant effectué un retrait du DCE de façon anonyme ne seront pas informés des modifications ou des renseignements complémentaires apportés par l'Acheteur.

11 ATTRIBUTION

Après analyse des offres des soumissionnaires, il sera procédé au classement des offres et au choix de l'offre économiquement et techniquement la plus avantageuse en application des critères de sélection des offres indiquées avec leur pondération ci-dessus.

Sous réserve du respect de l'engagement budgétaire maximal de l'Acheteur, le Marché sera attribué au soumissionnaire ayant le plus grand nombre de points notés sur 100, après application des coefficients de pondération.

Si, au terme de la consultation, un soumissionnaire est informé que son offre n'est pas retenue, il ne pourra prétendre à aucune indemnité, ni élever aucune réclamation dans l'hypothèse où l'Acheteur ne passerait pas avec lui le marché correspondant, quand bien même la mise au point de son offre aurait nécessité la réalisation d'études complémentaires. En effet, jusqu'à la notification des marchés, l'Acheteur se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation.

L'acheteur se réserve le droit d'attribuer l'accord cadre à une ou plusieurs entreprises par Lot, dans une limite maximale de trois entreprises;

Le soumissionnaire, dont l'offre a été retenue et auquel il est envisagé d'attribuer le marché, doit produire à la demande et dans le délai imparti par l'Acheteur, et ce, préalablement à la signature du marché :

1 - les pièces prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail, à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché :

- l'attestation de vigilance URSSAF prévue par l'article D.8222-5-1° du code du travail ou, si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, les documents visés par l'article D.8222-7-1° du code du travail (APPRODUIRE TOUS LES 6 MOIS, jusqu'à la fin de l'exécution du marché) ;

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ou l'inscription au répertoire des métiers (article D.8222-5-2° du code du travail) ou, si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, les documents visés par l'article D.8222-7-2° du code du travail (DATANT DE MOINS DE 3 MOIS) ;

2 - la liste nominative des salariés étrangers hors UE qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L.5221-2 du code du travail, précisant pour chaque salarié, conformément à l'article D.8254-2 du code du travail, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail OU l'attestation de non emploi de salariés étrangers hors UE (A PRODUIRE TOUS LES 6 MOIS, jusqu'à la fin de l'exécution du marché) ;

Emargement
Maitre d'ouvrage

Emargement
Entreprise

3 - les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales :

- un certificat attestant de la souscription des déclarations et des paiements correspondants à l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée. Ce certificat est délivré par l'administration fiscale dont relève le candidat (A PRODUIRE TOUS LES 6 MOIS, jusqu'à la fin de l'exécution du marché) ;

- si le candidat exerce l'une des professions libérales visées à l'article L. 613-1 alinéa 1°-c du code de la sécurité sociale, un certificat attestant du paiement des cotisations d'assurance vieillesse et d'assurance invalidité décès. Ce certificat est délivré par les organismes visés aux articles L. 641-5 et L. 723-1 du code de la sécurité sociale (A PRODUIRE TOUS LES 6 MOIS, jusqu'à la fin de l'exécution du marché) ;

- si le candidat cotise aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries, un certificat attestant du versement régulier des cotisations légales. Ce certificat est délivré par les caisses de congés payés compétentes pour les cotisations de congés payés et de chômage intempéries (A PRODUIRE TOUS LES 6 MOIS, jusqu'à la fin de l'exécution du marché) ;

- si le candidat emploie au minimum 20 salariés, un certificat attestant de la régularité de sa situation au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-2 à L.5212-5 du code du travail (DOETH). Ce certificat est délivré par l'Association de Gestion du Fonds de développement pour l'Insertion Professionnelle des Handicapés (AGEFIPH), mentionnée à l'article L.5214-1 du code du travail ;

Emargement
Maitre d'ouvrage

Emargement
Entreprise